

## 2.4 Politique économique

Il reste peut-être à montrer que la démocratie peut être aussi autre chose qu'une réponse à des séries de questions comme voulez vous gagner plus? voulez vous conserver votre emploi ? voulez vous partir en retraite plus tôt? Il est en effet surprenant qu'il ne soit pas davantage fait de place dans le débat à **l'articulation pouvoir d'achat et emploi** qui sont les deux préoccupations majeures des français!!! Or les deux sont pourtant intimement liés !

**Tout d'abord parce que ceux qui souffrent le plus des difficultés de pouvoir d'achat sont ceux qui sont privés d'emploi, ou n'occupent pas des emplois dits de qualité.**

Tout d'abord la relance par l'investissement est tout à fait légitime si elle est bien orientée vers les secteurs porteurs d'avenir et créateurs d'emplois en France, et bien sûr en tout premier lieu vers l'éducation, la recherche, la culture.

Ensuite, exiger de celui qui a été élu en disant qu'il serait "*le président du pouvoir d'achat*" une relance de la consommation est tout autant légitime. Mais dans les deux cas, il n'y a pas besoin d'être grand clerc ou très bon démocrate pour voir que "le diable se cache dans les détails" : quelle doit être l'ampleur de cette relance? quels doivent être ses bénéficiaires prioritaires ? et accessoirement comment financer ladite relance.

Pour nous, notamment parce qu'il nous semble utile en démocratie de débattre à partir des faits, ces faits démontrent que l'injustice ne frappe pas prioritairement contrairement aux scandaleux propos d'Eric Woerth ceux qui ont de tels revenus qu'ils doivent en laisser la moitié à l'Etat, mais ceux qui ne gagnent parfois rien car privés involontairement d'emploi ou trop peu faute d'emploi de qualité. Donc l'ordre des priorités est bien pour nous le suivant :

- Avoir un emploi pour pouvoir gagner sa vie grâce à cette vraie valeur qu'est en effet le travail (même s'il conviendrait dans une orientation notamment de société durable la ré-interroger),
- Continuer à travailler au lieu de perdre son emploi (revalorisation comme cela a été fait de l'indemnisation du chômage partiel),
- Travailler mieux et plus lorsque l'on occupe un emploi à temps partiel ou CDD ou en intérim,
- Compléter ses revenus d'activité et/ou ses revenus issus de la solidarité (33% des revenus distribués en France) lorsque pour des raisons liées au handicap, à l'inaptitude, à des difficultés personnelles lourdes ceux-ci ne suffisent pas à faire face aux dépenses dites "contraintes",
- Et seulement, enfin compléter ses revenus par des heures supplémentaires qu'il n'est nullement besoin de subventionner par de l'argent public.

Donc lier pouvoir d'achat et emploi c'est tout d'abord aussi simple que de ne pas passer à la trappe la connaissance que nous pouvons avoir grâce aux rapports et études sur le sujet des **facteurs de pauvreté** (les exclus et les pauvres ne sont-ils "intéressants" qu'en période de grand froid?), sur les **facteurs de maintien durable dans la précarité de l'emploi et de revenus** d'une trop grande partie de nos compatriotes....

J'entends déjà la réplique : “en défendant la situation de tous les salariés c'est aussi les plus faibles que l'on protège car sinon on glisse toujours vers plus bas”. Cette défense est évidemment souhaitable, mais un instrument comme le SMIC n'y contribue t'il pas? : SMIC = +40,26% de 2000 à 2008, indice INSEE hors tabac (en moyenne annuelle) dans la même période +16,20%. Cette évolution n'ayant pas réglé tous les problèmes **on voit bien que le problème ne sera jamais résolu sans s'attaquer avec vigueur aux causes !**

**Ensuite, il convient de s'attaquer prioritairement avec énergie aux causes des difficultés de pouvoir d'achat par le biais de politiques ambitieuses en matière de logement, de santé, de formation, de développement des services sociaux et de l'économie sociale et solidaire, et une régulation économique par le contrat. Tous ces secteurs et mesures peuvent créer ce que l'on peut appeler des “emplois orange” tout en améliorant durablement le pouvoir d'achat!**

Il faudrait consacrer plusieurs billets à la question de l'évolution du pouvoir d'achat et de sa mesure (déficiente le MoDem se doit de réfléchir à une proposition d'amélioration de celle-ci, celle de l'INSEE étant imparfaite ce qui est reconnu par tous), de sa perception par l'opinion et donc de son articulation avec d'autres thématiques comme l'emploi (cf ci-dessus) mais encore la protection sociale et/ou la fiscalité.

Pour l'heure limitons nous à un constat souvent validé par les “experts” (voyez bien Monsieur Minc nous ne sommes pas [populistes](#)) : la perception négative des français quand à l'évolution de leur pouvoir d'achat est liée à une forte augmentation ces dernières années de la part des dépenses dites contraintes (loyer, électricité, gaz, abonnements divers dont télécommunications et transport....) dans leur budget global.

Or que constate t'on dans le même temps ? [Ces dépenses trop fortement en hausse sont liées à des domaines pour lesquelles les politiques mises en oeuvre sont durablement déficientes et dont l'amélioration serait par contre directement créatrice d'emploi !](#) Qu'attendons nous pour proposer et surtout agir?!!

\* **Le logement** est le poste de dépense principal pour nos compatriotes et plus encore évidemment pour les familles les plus modestes. C'est une question à traiter pour elle-même mais il me semble essentiel que le MoDem, en fasse une composante importante de sa réflexion sur le pouvoir d'achat tant il est par ailleurs démontré aussi que l'évolution de l'emploi en France est “bâtiment dépendante”.

Avoir une politique ambitieuse contre le mal-logement, le développement du logement social, l'accès à la propriété en évitant les surendettements, etc... voilà qui nécessairement créera de l'emploi encore faut-il sans doute du courage politique sinon ce problème ne trainerait pas de la sorte...

\* **L'énergie** : là encore, les études ont montré que les ménages ayant dans les dernières années le plus souffert des évolutions des prix sont les ménages ruraux pour lesquels les dépenses de carburant entrent pour une part importante du budget. On commence à avoir une idée précise sur « l'énergie dépendance » de l'évolution des coûts de production et des prix à la consommation. Mettre en place une vraie politique énergétique, au-delà des considérations écologiques est donc un instrument clé pour la défense là encore du pouvoir d'achat de nombre de nos concitoyens et la création d'emploi dans ce secteur des énergies alternatives.

\* **Les produits alimentaires** : au-delà de la crise alimentaire, et notamment des pistes de réflexion indispensables au profit du maintien dans tous les pays du monde d'une agriculture « vivrière » destinée prioritairement à nourrir les populations locales, il convient dans nos pays, indépendamment de la réforme de la PAC et en complément de celle-ci, de travailler une fois pour toute à des « modes de régulation économiques » le plus possible concertés entre tous les acteurs des filières de productions agricoles.

Elle permettrait d'assurer à chacun d'eux la juste rémunération de leur travail, tout en luttant contre toute forme de prélèvements excessifs de tel ou tel intermédiaire qui pénalisent les consommateurs et surtout les plus modestes (privés par exemple de fruits, de légumes et de viande qui deviennent des produits de luxe). Des modes de distributions raccourcissant les circuits producteurs/consommateurs doivent également faire l'objet de réflexion notamment parce que là encore ils peuvent être créateurs d'emplois locaux en plus écologiquement responsables (Un kilo de pommes d'Afrique du Sud nécessite 20 fois plus de pétrole pour son transport que celui qui est produit localement qui lui est facteur d'emploi).

Quand mettrons nous fin à des scandales tels que celui de l'évolution du prix de la viande ? de 1990 à 2008 : prix à la production -15% prix de vente à la consommation +50% !!!!!

Simple question de bon sens si ce genre de problème n'est pas réglé toute politique d'amélioration des revenus est un tonneau des danaïdes.

\* **Les dépenses de santé** : le vieillissement de la population, le développement de certaines maladies professionnelles ou de pathologies liées aux modes de vies modernes (obésité) insuffisamment traitées par des politiques de santé publiques basées sur la prévention, font que les dépenses de santé risquent de grever toujours plus les budgets des ménages.

Au-delà de la question de l'équilibre des comptes sociaux, la mise en place d'une politique de santé plus axée sur la prévention (qui doit être créatrice aussi d'emplois !!!) assurant les meilleurs soins pour tous au meilleur coût me semble indissociable d'une politique en faveur du pouvoir d'achat.

\* **Les efforts en faveur de l'éducation** : Last but not least, il semble aussi que l'ambition de doter notre pays d'un système éducatif performant réussissant réellement à jouer son rôle « républicain » de rétablissement de l'égalité des chances est très directement un élément de soutien au pouvoir d'achat. Il n'y a qu'à observer les statistiques fournies par les enquêtes et études réalisées sur le rapport entre niveau de revenus et niveau de formation, ou entre le « prestige » des « diplômés » obtenus et les salaires d'entrée dans la vie active pour s'en convaincre.

Partisan de la certification des compétences professionnelles et de toute forme de moyen pour valoriser le développement professionnel des salariés, il ne s'agit pas ici de promouvoir une « course au diplôme » mais de faire de la formation un levier pour tous pour connaître au cours de sa vie professionnelle par ce biais aussi une évolution de ses revenus (ce dont la CFDT notamment et à juste titre fait actuellement un élément fort de revendication). Là aussi, l'emploi maintenu ou créé est évidemment levier pour la création de nouvelles richesses utiles au pays.

\* **Les services à la personne** (notamment l'accueil de la petite enfance et la gestion de la dépendance), les services sociaux, et globalement l'économie sociale et solidaire, par

l'ensemble des palliatifs mais aussi des possibilités de progrès qu'ils représentent pour les citoyens les plus faibles face à la complexité des aides et prestations, aux difficultés du quotidien pour arbitrer entre revenus et vie familiale ou sociale, etc... sont aussi des pans de l'activité économique et sociale de notre pays qui permettent de soulager les revenus et de créer beaucoup d'emplois socialement utiles.

**Donc les gisements d'emplois oranges qui ne se limitent pas à celà, tant l'amélioration de la démocratie de proximité, la reconstruction du lien social et notamment la prévention de la délinquance, le développement d'espaces et d'outils non marchands dans les domaines de la culture, des technologies, de l'éducation populaire sont aussi à explorer...**